

LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ON S'ABONNE A PARIS, RUE BERGÈRE, N° 8.

JOURNAL QUOTIDIEN.

ADMINISTRATION ET RÉDACTION,
Rue Bergère, n° 8.On reçoit les Annonces, d'après un tarif très-modéré,
à l'Agence universelle, place de la Bourse, 12,
et à l'Administration.

	Un an.	Six mois.	Trois mois.
Paris.....	30 fr.	16 fr.	9 fr.
Départements.....	36 "	19 "	11 "
Étranger.....	42 "	23 "	13 "



Liberté. — Égalité. — Fraternité. — Justice. — Économie. — Ordre.

Le journal LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE paraît à 4 heures du soir, et donne, AVANT TOUS LES AUTRES JOURNAUX :

- 1° Les dernières nouvelles des départements et de l'étranger, arrivées à Paris le matin;
- 2° Les publications du Gouvernement provisoire et les nouvelles de Paris du jour même;
- 3° La revue des journaux de Paris du matin;
- 4° Les derniers cours des bourses de l'étranger, et ceux de la bourse de Paris.

IL DONNE EN OUTRE :

- 5° Des nouvelles spéciales relatives aux chemins de fer, à leur mouvement et à leurs recettes;
- 6° Des feuilletons scientifiques et littéraires; des critiques des théâtres, le lendemain même des premières représentations, et des courriers de Paris;
- 7° Des annonces et programmes détaillés des spectacles, etc., etc.

Paris, 15 Mars.

Quel est le moyen de rassurer un homme qui a peur? N'est-ce pas d'éloigner de lui l'objet qui cause sa terreur? N'est-ce pas de faire renaître autour de lui la tranquillité, le calme, la paix? Si, au lieu d'employer ce moyen si simple et si naturel, on s'avisait de faire force menaces à ce poltron, et au besoin de lui tirer des coups de fusil, n'est-il pas bien probable qu'on augmenterait sa peur au lieu de la diminuer? Que fait-on cependant aujourd'hui, que font le *National*, la *Réforme*, et certains clubs, pour mettre fin à la panique qui règne parmi les capitalistes? Ils menacent le capital, soit directement, soit indirectement; ils disent aux capitalistes: Si vous ne souscrivez pas de bon gré à l'emprunt national, à cet emprunt qui est émis à 100 fr., tandis que la rente est à 75 fr., nous publierons vos noms, nous vous signalerons à l'animadversion publique, et nous verrons bien si vous osez tenir plus longtemps votre caisse fermée.

Voilà ce que l'on dit aux capitalistes pour les rassurer; et comme on le suppose bien, ce langage ne fait qu'augmenter la panique. Chacun cherche à sauver sa propriété menacée, chacun cherche à échapper à cette terreur que quelques esprits égarés organisent contre le capital. Est-ce à tort ou à raison? Est-il vrai, comme quelques-uns l'affirment, que les capitalistes n'aient aucune raison de craindre, que la panique de la Bourse soit purement factice et qu'il y ait en ce moment une véritable conspiration de la peur? ou bien est-il vrai, comme d'autres le prétendent, que tout soit perdu en France, que la propriété se trouve débordée, et que nous soyons sur le point de tomber dans l'anarchie sanglante du communisme?

La vérité nous paraît être entre ces deux extrêmes. Au fond, la situation n'est pas mauvaise; la France républicaine est parfaitement en état de payer les dettes et les obligations que lui a laissées la monarchie; fussent-elles même deux ou trois fois plus considérables, ces obligations et ces dettes pourraient encore être couvertes; à une condition, cependant: c'est que la paix soit maintenue au dehors, et que le commerce, l'industrie, puissent s'exercer au dedans en pleine sécurité?

Or, quelle est la situation à l'extérieur et à l'intérieur?

Au dehors, grâce à la conduite à la fois modérée et ferme de M. le ministre des affaires étrangères, nous avons les meilleures garanties de paix. Aussi longtemps que la ligue de conduite tracée dans la circulaire de M. de Lamartine sera maintenue, il est probable que la paix du monde ne sera pas troublée.

Que se passe-t-il, au contraire, à l'intérieur?

Qu'a-t-on fait pour rassurer, pour raffermir l'industrie, le commerce, le travail, que la révolution avait ébranlés?

Au lieu de les rassurer, n'a-t-on pas tout fait pour les alarmer? Que signifient toutes ces mesures socialistes que le Gouvernement a prises ou préparées, la limitation des heures de travail, l'organisation des ateliers de travail, la création de comptoirs d'escompte avec les deniers des villes et de l'État? Toutes ces mesures ne sont-elles pas des menaces de ruine adressées à l'industrie, au commerce, au travail des particuliers? Limiter en ce moment où toutes les consommations se resserrent, où, par conséquent, les prix des produits de l'industrie tendent à baisser, limiter le nombre des heures de travail, n'est-ce pas condamner les industriels à travailler à perte? Élever des ateliers nationaux en concurrence avec les ateliers particuliers, n'est-ce pas vouer ceux-ci à une ruine certaine? Comment, en effet, lutter avec les ressources d'un particulier ou d'une association de particuliers contre des établissements qui s'appuieront sur le capital du pays tout entier? Élever enfin des comptoirs d'escompte avec les fonds des villes et de l'État, n'est-ce pas condamner successivement les banques privées à se fermer? Comment soutiendraient-elles la concurrence de ces comptoirs qui, au besoin, pourraient faire l'escompte pour rien, puisque ce serait l'État qui leur fournirait les fonds? A ce métier, l'État se ruinerait sans doute; mais, auparavant, il aurait désorganisé, ruiné toutes les entreprises particulières.

Voilà ce qui sortirait inévitablement des déplorables décrets du Gouvernement, si ces décrets recevaient pleine et entière exécution, et voilà ce qui épouvante l'industrie, le commerce et la Banque! Ajoutez encore à cela les circulaires de M. Ledru-Rollin, ces circulaires qui font peser sur nos concitoyens des départements la menace de je ne sais quelles dictatures compressives et inexorables! Ajoutez-y, disons-nous, ces manifestations imprudentes d'un système que l'expérience du passé devrait avoir condamné à jamais, et vous aurez une explication suffisante de la panique. Vous comprendrez pourquoi l'industrie ralentit ses travaux, le commerce ses achats, pourquoi la Banque resserre ses crédits, pourquoi en un mot la terreur paralyse et comprime la laborieuse activité du pays.

De grandes fautes ont donc été commises; ces fautes, il faut les réparer. On a alarmé le pays par des plans dangereux d'organisation du travail et par des circulaires menaçantes; qu'on le rassure en retirant les décrets relatifs à cette chimérique organisation du travail, et que l'on prenne d'autres mesures pour améliorer la condition des masses laborieuses; qu'on affranchisse les subsistances de tout droit et qu'on lève les prohibitions qui ralentissent le mouvement de nos échanges avec l'étranger; en même temps, que l'on rassure nos concitoyens par des paroles de conciliation et de paix; que l'on refasse, en un mot, à l'intérieur, la noble circulaire de M. de Lamartine.

Si le Gouvernement provisoire a le courage de revenir ainsi sur ses actes passés et de se tenir désormais dans le droit chemin de la modération et du sens commun, nous sommes convaincus que la panique ne tardera pas à se calmer, et que les aspérités de la situation s'aplaniront d'elles-mêmes; sinon nous ne voyons, en vérité, aucune issue à la redoutable crise qui vient d'éclater; nous ne voyons dans l'avenir que la désolation et la ruine!

M. Hippolyte Castille vient d'adresser la circulaire suivante aux électeurs du département du Pas-de-Calais.

Je m'offre à vos suffrages pur de toute complicité avec le passé. J'ai vécu dans la carrière indépendante des lettres; mais en ces temps de lutte, de même que le travailleur quitte pour le fusil les instruments du travail, j'ai déposé la plume du littérateur pour m'armer de celle du publiciste.

Je me suis depuis longtemps préparé par l'étude et la méditation à notre régénération sociale. Mon programme politique est irrévocablement arrêté. — Ma profession de foi sera ce qu'elle doit être dans un temps où les longues phrases ne servent souvent qu'à voiler la pensée, elle sera brève et lucide.

Je crois à la République comme je crois en Dieu! Je prends devant vous l'engagement formel de la servir quand même, de toute ma force, de tout mon courage!

Quant aux questions sociales qui surgissent de toutes parts, leur solution gît tout entière, j'en ai la ferme conviction,

1° Dans l'exercice de toutes les libertés;

2° Dans le renversement des monopoles et des privilèges;

3° Dans la réduction graduelle des charges de l'État, et conséquemment dans la diminution des impôts.

Pour la politique extérieure, jeme range entièrement aux avis exprimés dans la circulaire d'un des plus grands citoyens de notre jeune République, de Lamartine: prosélytisme du bon exemple, propagande armée s'il le faut en faveur des peuples qui voudraient comme nous combattre pour leur indépendance.

Que vous me jugiez ou non digne de vos suffrages, voilà, citoyens, quelle sera la règle invariable de ma vie politique.

Hippolyte CASTILLE.

Les nouvelles particulières que nous recevons journellement de la province ne sont pas très-satisfaisantes. Bon nombre de gens attachés de cœur et de bourse à l'ancien régime crient bien haut: Vive la République! Et à l'abri sous leur masque patriotique, ils s'en vont semant la calomnie partout où ils passent. Le moindre incident sert de prétexte à ces Baziles politiques: destitue-t-on quelque vieux cumulard, quelque fonctionnaire obèse et enrichi, nos Baziles ont la fièvre et poussent des gémissements à attendrir les rochers. A les entendre, on va leur couper la tête. Le sublime décret qui abolit la peine de mort en matière politique n'est plus qu'une fiction.

Citoyens, fermez l'oreille à ces perfides insinuations! Eloignez de vous les calomnieux! Ayez confiance dans la République; groupez-vous en frères autour d'elle. Sous ces calomnies, touffues comme l'herbe au cimetière, se cachent des reptiles qui cherchent à empoisonner de leur venin la représentation nationale. Avant que le jour du vote ne soit venu, surveillez les malignes influences. Étouffez-les dès leur naissance par la pureté de vos sentiments, par votre générosité, par votre franchise, par des paroles de conciliation et de fraternité.

Les fonctionnaires et les censitaires de l'ancien régime seraient, nous le savons, très-disposés à soutenir la République, pourvu que la République voulût bien leur laisser les prérogatives petites et grandes, les privilèges de tout genre que leur octroyait la monarchie. Ce n'est pas, entendez-vous bien, qu'ils aient beaucoup d'amour pour leur cher Louis-Philippe; dans le fond ils s'en soucient médiocrement. Ce qu'ils aiment par dessus tout, ce sont leurs places petites et grosses; ce qu'ils affectionnent sincèrement, ce sont leurs privilèges! Ces sentiments sont très-touchants sans doute, mais il faut pourtant bien que ces braves gens en prennent leur parti. La République ne demande pas mieux que d'être agréable à tout le monde; mais le moyen, s'il vous plaît, hommes intéressés, de vous conserver vos sinécures, alors que des milliers de travailleurs manquent de nécessaire? Le moyen de vous laisser les seuls élec-

teurs, les seuls éligibles, les seuls...? Décidément, vous ferez mieux d'en faire votre deuil de homme grâce, et de vous rallier avec sincérité au nouveau Gouvernement.

REVUE DES JOURNAUX.

Le *National* apprécie en ces termes les conséquences inévitables du mouvement qui entraîne l'Allemagne dans la voie du progrès démocratique :

« Quel pas de géant fait depuis le 24 février jusqu'à ce jour ! » s'écrie ce journal, « et combien les graves événements dont la France a été le théâtre ont trouvé les esprits préparés en Allemagne ! A peine l'étonnante nouvelle a-t-elle franchi le Rhin que déjà tout s'émue, tout s'ébranle, tout se précipite. Il n'est plus question de ces vaines et puériles constitutions, bonte des princes allemands, qui payèrent par tant de men-songes et de fraudes le sang si généreusement versé par l'Allemagne dans la rude campagne de 1813.

« Celui-ci accorde la liberté absolue de la presse, celui-là convoque les assemblées nationales et se remet à leur foi; cet autre, ennemi juré de la périodicité des diètes, se hâte de rendre la diète périodique. Tous se pressent dans cette voie de concessions et de liberté; et si, parmi nous, nous avons tant de républicains nouveaux, qui ne peuvent assez hautement faire leur adhésion, l'Allemagne a maintenant dans ses princes des constitutionnels nouveaux qu'elle était loin de savoir si zélés pour les assemblées délibérantes, la liberté de la presse et le jury.

« Ce qui pousse si hâtivement les princes allemands, c'est la peur d'être devancés par les peuples. Vain espoir! ils seront devancés, ils le sont déjà. Que font-ils, en effet, autre chose que de nous emprunter des garanties constitutionnelles, base, il est vrai, des sociétés modernes, mais qui ne sont qu'un acheminement à des destinées ultérieures? Et qui ne voit que la révolution de février, que la proclamation de la République française empiète bien plus loin sur l'avenir? Mais, quoi qu'il en soit à cet égard, la transformation constitutionnelle de l'Allemagne n'en est pas moins fait d'une extrême importance. Tout le Nord s'en ressentira nécessairement, et la Pologne a là un gage certain de sa résurrection nationale.

« En effet, lors de l'insurrection hardie de 1841, lorsque les Russes furent brusquement expulsés de Varsovie, si la Pologne eût été limitrophe de la France, son affranchissement était certain. Il en aurait été pour elle comme il en a été pour la Belgique, et, quand même le sang français aurait dû couler à flots dans cette lutte, notre généreuse alliée aurait été défendue, et nous le disons sans hésiter, aurait été sauvée.

« L'Allemagne libre remplira auprès de la Pologne cet office que l'éloignement des lieux nous a empêchés de remplir. On connaît trop bien la vitalité de la nation polonaise, son indomptable énergie et la témérité de son désespoir pour douter que bientôt quelque coup ne soit tenté par elle. Alors, si l'Allemagne veut (et comment, délivrée du joug de ses princes, ne voudrait-elle pas?), la Pologne aura un appui qui annulera toutes les forces du czar. Rien ne pourra empêcher les patriotes allemands et français de se-courir efficacement la démocratie polonaise. Où seront les ressources de l'autocrate capables de faire tête à la Pologne insurgée à l'Allemagne et à la France, la secourant? C'est une ère de grande justice internationale qui commence avec le 24 février; et les nations civilisées, dont la puissance est tellement prépondérante, ne souffriront plus qu'on opprime et égorgé sous leurs yeux, à leurs portes, des frères qui leur tendent la main, et qu'appuyé sur la seule force brutale, ou foule aux pieds humanité, nationalité, droit, liberté.

La *Réforme*. La critique que plusieurs journaux ont faite de la circulaire de M. Ledru-Rollin inspire à ce journal les observations suivantes :

« Le citoyen Ledru-Rollin, dans son dernier avis, dit à ses commissaires : « Les élections sont votre grande œuvre; elles doivent être le salut du pays. » Mettez-vous en garde contre les intrigues des hom-

» mes à double visage qui, après avoir servi la royauté, se disent les serviteurs du peuple... Il faut être pur des traditions du passé. »

» Ce premier verset a fait crier tous les aristocrates et tous les endormeurs; ils s'élevaient les uns et les autres contre cette condamnation vigoureuse qui met en dehors, non pas du droit, mais du service républicain, les intrigants à double visage, les serviteurs de la monarchie transformés en courtisans du peuple. Cette façon de flétrir la canaille aux consciences faciles les indigna, et les voilà qui s'appuient sur la souveraineté du peuple, les voilà qui pointent les principes de la révolution contre la révolution sanglante encore et toute meurtrie.

» Ces grands citoyens, en vérité, bravent un peu trop la pudeur publique. Il y a deux mois, quand nous défendions, dans ces colonnes, la révolution et la souveraineté du peuple, c'était contre nous un concert de malédictions et de huées: on nous déclarait indignes d'entrer en communion avec les civilisés de la monarchie; on nous dénonçait comme anarchistes au citoyen Hébert. Et voilà qu'aujourd'hui le droit étant conquis pour tous, un ministre de la révolution vengeresse est accusé, parce qu'il enjoint à ses commissaires de surveiller les intrigues de ladite monarchie! Voilà qu'on invoque le droit absolu contre un ministre de la République, parce qu'il ne veut pas laisser passer les conspirations du privilège!

» Mais là n'est pas tout le scandale, s'il faut en croire ces révérends pères. La circulaire aux délégués porte dans ses plis ce blasphème indigne, abominable, cette parole de vertige et de sang: « Il faut que l'Assemblée soit animée de l'esprit révolutionnaire, sinon nous marchons à la guerre civile et à l'anarchie... Pas de transactions, pas de complaisances, etc. »

» Hélas! les intérêts et les peurs s'irritent d'une déclaration pareille: Rien de plus vrai, pourtant. Nous aurons la guerre et l'anarchie, si nous n'avons pas le gouvernement du droit, si l'esprit de la révolution ne pénètre pas la future Constituante!

» Nous pourrions ici marquer toutes les étapes, étapes funèbres qui sont devant nous et que nous ferons s'il y a combat, car il faut avant tout que la République vive et dure; mais nous aimons mieux faire un appel à tous les citoyens et les convoquer pour le service d'une révolution qui porte la paix et l'égalité, mais qui porte aussi la guerre et toutes ses torches et toutes ses vegeances. »

La Presse, pour mettre un terme à la crise financière, propose, comme moyen de faciliter les escomptes en préservant les réserves métalliques, de donner dans toute la France *cours légal* aux billets de banque.

La crise financière qui régnait en ce moment a plus d'un trait de ressemblance avec celle qui, vers la fin de l'année dernière, jeta une si grave perturbation en Angleterre, dit ce journal. Mais, au fond, notre situation est meilleure.

En effet, les capitaux, chez nous, n'ont pas émigré, comme en Angleterre; ils ne sont pas sortis en masse du pays pour aller solder au dehors des spéculations déraisonnables. Les capitaux sont en France, comme ils y étaient il y a un mois. Seulement, ils se cachent; se concentrent et ne circulent plus.

Le billet de banque n'ayant pas *cours légal*, chacun veut s'approvisionner de numéraire pour ne courir aucun risque d'être pris au dépourvu.

L'encaisse de la Banque doit nécessairement diminuer avec une grande rapidité sous le coup de ces demandes multipliées, et plus il diminuera, plus les escomptes devront se restreindre, car la Banque ne peut s'exposer à ne pouvoir plus rembourser ses billets.

Or, la diminution des escomptes en ce moment serait un mal immense. Jamais le commerce n'eut un plus grand besoin de mobiliser toutes ses bonnes valeurs. L'assistance du crédit ne lui fut plus indispensable.

Qu'y a-t-il donc à faire pour prévenir ce malheur? Quelque chose d'analogue à ce qui s'est fait, à ce qui a réussi en Angleterre: accroître les moyens d'escompte.

Comment accroître les moyens d'escompte?

En préservant les réserves métalliques de l'assaut général qui est dirigé contre elles en ce moment.

Un moyen sûr d'obtenir ce résultat serait de donner *cours légal* aux billets de banque. Par là, la nécessité de se procurer des écus serait supprimée pour tout le monde, puisque tout le monde serait certain de pouvoir faire ses paiements avec le signe représentatif de ces écus. Les caisses de la Banque n'étant plus assiégées, les escomptes pourraient être faits sur une large échelle, et le commerce en éprouverait un soulagement sensible.

Le billet de banque, dira-t-on, se dépréciera. Pourquoi? Ne sera-t-il pas garanti et par les réserves en numéraire qui s'accroîtront au lieu de diminuer, et par le portefeuille de la Banque chaque jour rempli de bonnes valeurs escomptées qui, venant successivement à échéance, renouvelleront sans cesse les ressources disponibles? Une telle crainte est chimérique.

Ce que nous demandons est beaucoup moins grave que ce que la banque d'Angleterre a été autorisée à faire le 25 octobre dernier, beaucoup moins grave que ce qui a été décrété, il y a quelques jours, pour les caisses d'épargne, sur la proposition de M. Garnier-

Pages. Les circonstances justifient complètement la mesure. Après avoir fait tomber les barricades qui gênaient la circulation dans les rues, il faut absolument faire tomber les barricades qui entravent le crédit.

ACTES OFFICIELS DU GOUVERNEMENT.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

Le Gouvernement provisoire arrête:

M. Vavin, ancien député de Paris, est nommé liquidateur général et chargé de l'administration provisoire des biens de l'ancienne liste civile et du domaine privé, etc.

Les fonctions de M. Vavin, sur sa demande formelle, seront gratuites.

Fait à Paris, le 12 mars 1848.

D'après un décret du Gouvernement provisoire, suivi d'un arrêté du ministre de la guerre, les nominations indiquées ci-après viennent d'avoir lieu dans l'administration centrale:

Le général de division Randon est nommé directeur des affaires de l'Algérie;

Le citoyen Fellmann, chef du bureau de l'administration générale et des affaires arabes, est nommé sous-directeur des affaires de l'Algérie; il conservera son traitement actuel et la direction de son bureau;

Le citoyen Larabit est nommé sous-directeur du personnel et des opérations militaires.

M. le ministre de l'instruction publique vient d'adresser la circulaire suivante à MM. les recteurs d'académie.

Monsieur le recteur,

Il n'importe pas seulement que les études suivent leur cours; il faut aussi que les nombreuses industries qui sont appliquées à leur service n'éprouvent aucun arrêt. Répandez donc autour de vous, sur mon invitation, toutes les assurances nécessaires au rétablissement de l'activité de la librairie universitaire.

Les études classiques qui ont toujours joué un si grand rôle dans le développement de l'esprit français ne peuvent encourir dans la République aucun dommage. Les changements à introduire dans le système général des lycées et des collèges ne sauraient porter sur les auteurs qui ont été consacrés par une si longue et si respectable expérience pour servir de base à l'enseignement. En principe, vous êtes autorisés à faire savoir que mon intention est qu'aucun des livres d'étude rangés dans le catalogue de l'année 1847-1848 n'en soit éliminé.

En vous avertissant que les études devaient reprendre leur cours, je vous ai d'ailleurs suffisamment indiqué que l'intention du Gouvernement était que les examens, les concours, les distributions de prix aient lieu aux époques ordinaires.

Que le mouvement et la paix renaissent donc à la fois dans nos écoles et dans les ateliers qui les desservent. La République, en excitant l'émulation de la jeunesse studieuse, doit contribuer à la prospérité de la librairie. Les encouragements au mérite et à l'intelligence appellent les livres.

Paris, 14 mars 1848.

CANNOT.

Une députation nombreuse de Grecs résidant à Paris s'est présentée à l'Hôtel-de-Ville pour faire acte d'adhésion à la République.

M. Diamantopolos, l'un d'eux, revêtu du costume national et portant l'étendard grec à la main, a donné lecture d'une adresse dans laquelle nous remarquons les passages suivants:

« C'est en Grèce que naquirent autrefois la liberté et la civilisation; mais depuis, envahie par des hordes barbares, ensevelie sous ses ruines, longtemps on la crut morte, jusqu'au jour marqué par la Providence, où elle se releva et reparut vivante aux yeux de l'Europe étonnée.

» Cependant, faible encore et née d'hier, la Grèce a besoin du concours des nations puissantes qui ont protégé son berceau, pour achever de grandir et de reconquérir son indépendance et son unité.

« C'est vers la France, surtout, qu'elle tourne ses regards; vers cette France qui a pris pour devise *Fraternité*, et dont la noble sympathie s'étend à l'humanité tout entière.

» Gloire aux génies qui brillent à la tête de cette noble nation! Gloire, trois fois gloire à la France! »

M. Ed. Adam, adjoint au maire, a répondu:

« Aucuns des étrangers présents à Paris n'avaient plus de droits que les Grecs à saluer l'avènement de la République en France; c'est le fruit longtemps mûri des grandes idées de liberté, d'égalité, que la Grèce, en d'autres temps, a semées dans le monde.

» L'amitié timide et faible du pouvoir déchu avait causé à la Grèce de graves embarras; elle en triomphera, nous n'en doutons pas, avec l'aide moral des puissantes sympathies de la France, redevenue pour les peuples une alliée sincère, forte et sûre.

M. Pagnerre. Un des premiers témoignages de sympathie qui ait été donné à la Grèce par le Gouvernement républicain a été l'accomplissement des en-

gagements pris envers la Grèce par l'ancien gouvernement.

(La députation se retire aux cris répétés de *Vive la République! vive le Gouvernement provisoire!*)

La députation offre au Gouvernement provisoire le drapeau de la nation grecque.

M. Pagnerre. Nous l'acceptons avec reconnaissance. Il va orner la grande salle, avec ceux des États-Unis et de la Suisse que nous avons déjà reçus.

MM. Massol, rédacteur du journal *l'Observateur français*, à Londres, et J. Caplin, ont apporté au Gouvernement provisoire une adresse votée par les Français résidant à Londres, et le produit d'une collecte en faveur des blessés, des veuves et orphelins de Février.

« Le Gouvernement provisoire, a dit M. Caplin, a trouvé en Angleterre les plus vives sympathies. Plusieurs assemblées démocratiques y ont été tenues, et le drapeau français y a été déployé avec les mots: *Vive la République française!* »

EMPRUNT NATIONAL.

Il a été souscrit ce jour, à la recette centrale de la Seine, rue Neuve-des-Mathurins, 36:

Par MM. Gabriel Odier et Comp. 4,447,800 f.
— Blanc (Jacques - Antoine, Mathieu et Comp.) 4,570,000
— Billaud, pour le compte de la compagnie des agents de change de Paris 300,000

Élections de la Garde nationale mobile.

De toutes parts s'élevait le vœu que les élections de la garde nationale, fixées au 18 du courant, fussent prorogées de quelques jours. On nous apprend ce soir, dit le *National*, que par suite des difficultés que présenterait la fusion des compagnies de grenadiers et de voltigeurs dans les bataillons, et la division en huit compagnies, les élections générales de la garde nationale seront remises au 23.

On lit dans ce journal, au sujet de ces élections:

« L'élection des colonels et lieutenants-colonels de la garde nationale sera la première manifestation officielle de la population parisienne depuis l'établissement de la République.

« La garde nationale, conçue sur de larges bases, contient aujourd'hui le peuple tout entier; le résultat de cette élection, à la veille de la convocation des assemblées électorales pour l'Assemblée nationale constituante, aura donc pour la France une haute signification. Nous invitons instamment tous les patriotes qui ne seraient pas encore inscrits sur les rôles à se hâter et à réclamer immédiatement leur inscription. Nous vivons sous un gouvernement qui a pour base le principe de la souveraineté du peuple, qui en veut sincèrement l'application, et qui emploie avec empressement tous les moyens de faciliter à tous l'exercice de leurs droits politiques.

« Des ordres sont donnés dans toutes les mairies, qui seront ouvertes jusqu'à minuit pour recevoir les réclamations des citoyens. Si, à l'avenir, des citoyens sont privés de l'exercice de leurs droits, c'est à eux-mêmes qu'ils devront s'en prendre. Du reste, il faut le dire à l'honneur de la population, elle s'est soumise avec empressement aux services les plus pénibles et consacrée avec dévouement à la défense de l'ordre de choses créé par la révolution de février; cet empressement et ce dévouement sont un gage de patriotisme et du discernement qu'elle apportera dans le choix de ses chefs.

« Des réunions préparatoires ont lieu dans tous les arrondissements. Dans les circonstances où se trouve la patrie, il faut plus encore que jamais ne porter à la tête de nos légions que des hommes connus par leur attachement à la République, et dont le courage soit à la hauteur de toutes les difficultés de la situation. »

L'organisation des bataillons de la garde nationale mobile marche rapidement.

M. le général Duvivier, pour faire comprendre à ces jeunes gens la portée de cette élection, leur premier acte civique, leur a adressé l'ordre du jour suivant:

« Volontaires du 3^e bataillon,

« Les élections pour votre bataillon sont prochaines.

« Elles seront pour vous, pour votre honneur, pour votre avenir, pour le service de la République; un acte de la plus haute gravité.

« Recueillez-vous en vous-mêmes; soyez calmes; consultez-vous mutuellement; faites appel à votre patriotisme, à votre abnégation individuelle, à votre intelligence.

« Les chefs que vous vous donnerez seront ceux qui vous représenteront partout; choisissez-les posés, dignes, moraux, d'une conduite noble, probe, sans tache aucune.

« Les chefs que vous vous donnerez seront ceux à qui vous devrez obéir sans réplique, soit pour la discipline intérieure, soit dans les dangers et les combats; choisissez-les instruits, froids, imperturbables devant les exigences de leur devoir et devant les dangers.

« Songez que c'est votre premier acte public; songez que la nation entière vous jugera, jugera de votre avenir par le résultat que va présenter votre choix.

« Jeunes volontaires, moi, vieux soldat des champs de bataille, moi, né et élevé au bruit du canon de l'ancienne République triomphante, je fais des vœux ardens pour que Dieu, qui nous a rendu le gouvernement républicain, vous inspire! Priez-le de vous éclairer, consultez-le, recueillez-vous dans votre conscience d'honnête homme, de bon et loyal citoyen.

« Que Dieu garde la République!

» 14 mars 1848. »

Souscription pour les blessés de Février.

Relevé des versements effectués à la caisse centrale du trésor public du 28 février au 14 mars 1848.

(Première liste.)

Administration centrale du ministère des finances.....	4,058 50
4 ^e légion de la garde nationale de Paris..	3,700 »
Administration des contributions directes.	336 »
— des douanes.....	791 »
— de l'enregistrement et des domaines.....	4,366 »
Administration des contributions indirect.	976 »
— des tabacs.....	321 »
La commission des monnaies.....	949 »
La cour des comptes.....	6,510 »
Le personnel de la caisse des dépôts et consignations.....	895 »
Le journal <i>la Réforme</i>	42,000 »
Les professeurs de la faculté de médecine.	500 »
Recette faite les 4, 5 et 6 mars au pont de Grenelle.....	234 75
La société lyrique du Caveau.....	50 »
La commune de Bry-sur-Marne (Seine)...	408 85
Le cercle de Marle (Aisne).....	400 »
Les habitants de Fismes (Marne).....	874 »
Le collège de Châlons-sur-Marne.....	220 »
Total des versements au 15 mars....	33,954 10

COMPTOIR NATIONAL D'ESCOMPTE.

(Extrait du *Moniteur*.)

On recueille avec activité les souscriptions dans les divers arrondissements de Paris. Il a été impossible aujourd'hui de réunir toutes les listes. En attendant qu'elles soient toutes réunies, nous publierons une première; par nature de commerce et d'industrie. Demain nous publierons la seconde, qui complètera le capital nécessaire pour la constitution définitive du comptoir national d'escompte.

Première liste.

Chambre de commerce.....	400,000 f.
Tribunal de commerce.....	65,000
Banquiers.....	335,000
Négociants et commissionnaires.....	216,000
Dépenses coloniales.....	35,500
Journal le <i>National</i>	4,000
— le <i>Sicéle</i>	40,000
Imprimeurs et libraires.....	406,500
Droguerie, bois de teinture et produits chimiques.....	24,500
Draperie.....	49,500
Rouennerie.....	48,500
Toilerie.....	24,000
Châles (fabrique et commerce).....	44,500
Soierie.....	24,500
Bonneterie.....	24,000
Chapellerie.....	16,000
Métaux.....	25,000
Compagnie des march. de bois à ouvrir Huiles épurées.....	22,000
14,500	
Papiers en gros et fabricants.....	20,500
Entrepreneurs de bâtiments.....	7,000
Compagnies de l'éclairage au gaz.....	40,000
Raffineurs de sucre.....	30,000
Vins en gros.....	49,500
Laines.....	40,000
Impressions, toiles et art. de St-Quentin.	46,000
Négociants en toiles peintes.....	40,000
Porcelaines.....	40,000
Mémoires.....	44,500
Broderies et nouveautés (fabricants)...	7,000
Soies en bottes.....	2,000
Cotons filés.....	4,000
Nouveautés (marchands de).....	44,500
Divers.....	349,500
Total.....	4,683,500

FAITS DIVERS.

Le commandant supérieur de la marine, à Alger, a fait connaître, sous la date du 5 mars, que le même jour, le pavillon de la République a été arboré et salué de vingt-cinq coups de canon par les forts d'Alger et les bâtiments de la marine nationale.

Le commandant supérieur ajoute: « Je me porte garant de la loyauté et du patriotisme de tous; nous savons que la République attend de sa marine les efforts les plus grands: c'est par nos actes mieux que par nos paroles que nous lui prouverons notre dévouement. »

— Aujourd'hui matin, 15 mars, a eu lieu l'exposition des ouvrages de sculpture, de peinture, des dessins et des gravures, dans les salles du Louvre. Tous les ouvrages présentés ont été admis, et ils sont au nombre de 5,480.

Toute la grande galerie, depuis les Tuileries jusqu'au grand salon, ainsi que les pièces où sont les anciens tableaux de l'école française, dont les fenêtres donnent du côté de la rivière, sont particulièrement réservées à l'exposition des tableaux.

Les sculptures occupent, au premier, les différentes salles qui forment le musée des antiquités égyptiennes et étrusques.

Les dessins occupent la salle dite des Sept Cheminées. Les gravures et les lithographies sont placées dans la salle des séances, près du pavillon de l'Horloge, et l'une des salles de l'école française, dont le plafond a été décoré par M. Coignet, a été destinée à recevoir les travaux des architectes.

L'exposition sera ouverte tous les jours de dix heures à quatre, excepté le lundi, réservé pour le nettoyage des galeries.

— Les adjoints du maire de Paris ont terminé la visite des blessés dans les hôpitaux. A l'hôpital Saint-Louis, ils sont arrivés au moment où l'on venait de rendre les derniers honneurs à un jeune combattant de vingt ans qui soutenait sa famille, et venait de succomber à la suite de ses blessures entre les bras de son père, qui avait voulu le voir encore une fois. « Je suis heureux, a-t-il dit, de mourir pour la République. Je recommande mon père à ceux qui défendent les principes pour lesquels j'ai combattu. » L'hôpital Saint-Louis a reçu 97 blessés; leur nombre est réduit aujourd'hui à 64.

L'hôpital temporaire de Bon-Secours, qui a reçu jusqu'à 23 blessés, n'en compte plus que 42. Parmi ces blessés, on compte un élève des hôpitaux qui s'est distingué au milieu des combattants dans la journée du 24.

L'hôpital Saint-Antoine a été également visité. Cet hôpital, qui a compté jusqu'à 49 blessés, n'en contient plus que 24. L'état sanitaire des hôpitaux est très-satisfaisant. Toutes les blessures généralement marchent vers une guérison rapide. Partout c'est la même noblesse, c'est le même désintéressement. On leur demande s'ils ont besoin de secours, et ils répondent qu'ils ne veulent qu'un pantalon pour remplacer celui que les balles ont déchiré.

— Une députation de grenadiers du 1^{er} bataillon de la 4^e légion de la garde nationale vient d'adresser au Gouvernement provisoire une réclamation sur le décret qui supprime les compagnies de grenadiers et de voltigeurs.

— Une députation du village de Plaisance s'est adressée au Gouvernement provisoire pour demander que leur village forme une commune distincte de Vaugirard, et que le maire qu'ils ont nommé soit reconnu par le Gouvernement provisoire.

— M. Roux, commissaire de la République près l'arrondissement de Mantes, a présenté au Gouvernement provisoire les corps municipaux et les officiers de la garde nationale de 127 communes de l'arrondissement; il a fait remarquer que, dans un arrondissement qui ne comptait précédemment que 565 électeurs votants, il a réuni en quelques jours, en adhésions collectives ou individuelles, plus de 2,300 signatures.

— Le *Moniteur* a publié l'instruction pour l'exécution en Algérie du décret du 5 mars, relatif aux élections générales.

Cette instruction est en tout semblable à celle qui a été publiée pour la France.

Il n'y a de différence que pour l'époque de la clôture des listes électorales, fixées pour la France au 26 mars, et pour l'Algérie au 6 avril.

— On assure que le *Conseil de Défense* est dans l'intention de demander l'établissement d'un camp de 30,000 hommes, en avant de Dijon. On est encore indécis sur le choix de l'officier général qui commanderait le rassemblement des troupes; on désigne cependant déjà le général de division Négrier.

— Hier, le général Courtais a passé la revue des élèves de Saint-Cyr, qui retournaient à l'Ecole. Il les a remerciés, dans une chaleureuse allocution, du concours qu'ils ont prêté à la garde nationale. Aux adieux du général, les élèves ont répondu par les cris répétés de : Vive la République! vive le général Courtais! Les officiers détachés et les sous-officiers sont venus, au nom de leurs camarades, remercier le général.

— Le ministre de la guerre vient de prendre une décision en vertu de laquelle les armes à percussion qui se trouvent dans les arsenaux de l'Etat ne pourront plus être délivrées à la garde nationale et seront exclusivement réservées à l'armée.

Quant aux armes de ce genre qui auraient été déjà remises aux autorités civiles pour l'armement des gardes nationales, elles seront réintégrées dans les mains de l'autorité militaire, qui fera, en échange, délivrer des armées de l'ancien système.

— D'après les ordres envoyés par le Gouvernement dans toutes les principales villes de France, des bataillons de garde nationale mobile s'organisent sur tous les points, et l'on a la certitude qu'avant deux mois la France posséderait une arrière-garde de 150,000 hommes en gardes mobiles.

— L'état-major de la garde nationale du département de la Seine nous invite à publier l'avis suivant :

« Beaucoup de gardes nationaux non habillés et nouvellement inscrits, se plaignent de n'avoir pas été commandés de garde, tandis que tous leurs camarades plus anciens dans la garde nationale sont accablés de service; la raison est facile à donner : c'est que les gardes nationaux ont négligé de se faire inscrire sur les contrôles des compagnies de leurs circonscriptions; leur devoir est de le faire sur-le-champ. »

— D'après la législation qui régit la garde nationale, les compagnies où le nombre des hommes excède un certain chiffre doivent nommer des officiers supplémentaires. Cette disposition reste-t-elle en vigueur, et, dans ce cas, ces officiers doivent-ils être nommés aux élections générales ?

Le chiffre légal est maintenant dépassé dans toutes les compagnies.

— La mission du secrétaire général du Gouvernement provisoire près du comptoir national d'escompte est toute d'intérêt public. Il a été placé à la tête de cette institution pour en maintenir l'esprit essentiellement favorable au petit commerce et aux travailleurs. Il ne s'occupe en aucune façon des détails de l'administration, qui sont attribués à M. Pinard, sous-directeur, à qui toutes les propositions, offres de service et autres demandes doivent être adressées.

— Le directeur du comptoir national d'escompte a l'honneur de prévenir MM. les souscripteurs d'actions qu'il fera recevoir à leur domicile, à partir de jeudi prochain 6 mars, le montant de leur souscription. Il leur sera remis en échange de leur versement un reçu provisoire signé par le directeur et l'administrateur de service; et qui sera échangé ultérieurement contre un titre définitif.

Les personnes qui désireront se faire ouvrir un compte par le comptoir sont invitées à en faire la demande au directeur; en se conformant au modèle qui leur sera délivré par l'administration.

— Une grande solennité musicale au profit des œuvres du patronage des jeunes filles abandonnées, des jeunes apprentis, de l'œuvre de Vaugirard et des ouvrières sans ouvrage des douze arrondissements de Paris, a eu lieu aujourd'hui, 15 mars, à deux heures après-midi, au Jardin d'hiver.

Départements.

— On lit dans le *Gleaner d'Amiens*, 14 mars :

Quelques manifestations, heureusement peu graves, ont eu lieu hier de la part des ouvriers de notre ville. Dès le matin, réunis au nombre de trois ou quatre cents, ils se sont présentés à la mairie pour demander une augmentation de salaire. M. Porion, maire, après leur avoir fait part du dénuement actuel de la caisse municipale, leur a promis qu'un emprunt allait être sollicité pour pourvoir au paiement de leurs travaux. Il leur est accordé, en outre, une augmentation de 10 centimes.

A deux heures, ces ouvriers étaient retournés à leurs travaux. Mais alors, d'autres moins inoffensifs parcouraient la ville en demandant une augmentation de salaire. M. le maire parvint à déterminer ces ouvriers à se retirer en leur disant qu'ils eussent à envoyer un délégué de chaque atelier, que les fabricants seraient également entendus, et que l'autorité aviserait au moyen de concilier tous les intérêts.

Ces ouvriers, ainsi détournés de leurs travaux, n'y retournèrent pas de la journée; ils parcoururent divers quartiers de la ville; se rendirent devant la maison de plusieurs filateurs dont ils brisèrent les vitres.

Dans cette circonstance, la garde nationale n'a pas manqué à son devoir, et des patrouilles ont parcouru la ville jusqu'à 11 heures du soir. — La nuit s'est passée sans autre bruit que celui du chant de divers airs patriotiques.

Ce matin, M. le maire d'Amiens et tout le conseil municipal sont allés remercier les commissaires du Gouvernement provisoire de la proclamation qu'ils ont publiée à la suite des troubles d'hier, et il leur ont demandé de vouloir bien continuer d'aider de leur pouvoir l'administration de la cité, pour le cas où de nouvelles mesures plus énergiques devraient être prises aujourd'hui pour le maintien de l'ordre.

Ce matin, quelques rassemblements inoffensifs ont encore eu lieu sur les places Périgord et de la Mairie. Une partie de la garde nationale et de la garnison sont sous les armes.

Lyon. — Les bruits alarmants que la malveillance fait circuler sur la situation de cette ville n'ont aucun fondement. L'ordre public n'y a pas été un seul instant troublé. Pour occuper les ouvriers sans ouvrage, l'administration a entrepris de grands travaux d'utilité publique, entre autres l'ouverture du cours des Chartroux. Cinq cents ouvriers y sont journellement employés.

— Les ouvriers de la cristallerie ont demandé au Gouvernement provisoire une augmentation de salaire et une réduction des heures de travail.

Leur pétition, couverte de près de deux cents signatures, a circulé dans beaucoup d'établissements. Plusieurs maîtres, sans attendre le résultat de cette demande, ont, dit-on, promis d'y obtempérer, et ont commencé par réduire à dix heures au lieu de douze le travail de la journée.

Le plus parfait accord règne entre les chefs de la cristallerie lyonnaise et les ouvriers.

— Par un arrêté de M. Em. Arago, affiché ce matin, et en vertu de lois antérieures, toutes les corporations religieuses non autorisées, et notamment celles des Jésuites, sont dissoutes. (Censeur, 13 mars.)

— M. le général de division Bourjolly a passé hier en revue la garde nationale et les troupes de la garnison. La vaste étendue de la place Bellecour suffisait à peine pour contenir le nombre d'hommes armés et non armés présents à cette solennité patriotique. (Idem, 14 mars.)

— On nous écrit de Bordeaux, 13 mars :

« Un grand nombre de citoyens réunis dans les salles de l'Hôtel-de-Ville ont constitué un comité électoral qui a pris le nom de *Comité républicain de la Gironde*. M. Théod. Ducos en a été nommé président.

— Samedi, a eu lieu l'installation de M. Billaudel, nouveau maire de Bordeaux et du conseil municipal qui lui est adjoint. »

— Un club électoral, sous le titre de : *Union démocratique*, vient de s'ouvrir à Nantes.

Nouvelles de la Dynastie déchu.

Le *Times* publie les détails suivants sur Louis-Philippe et sa famille :

« L'ex-roi et l'ex-reine des Français vivent fort retirés à Claremont, au milieu de leur famille.

« Durant la semaine dernière, Louis-Philippe a reçu la visite de plusieurs amis personnels, notamment des membres appartenant à l'aristocratie britannique.

« M. Guizot est venu à Claremont plusieurs fois depuis son arrivée ici. Le duc de Montebello et M. Duclat sont aussi venus rendre leurs devoirs à leur ancien souverain.

« Louis-Philippe et Marie-Amélie sont en bonne santé. Le grand changement survenu dans leur situation paraît moins les affecter qu'on n'aurait pu le croire.

« L'ex-roi prend souvent l'air dans une voiture particulière aux environs de sa retraite. Partout il est reçu avec respect par les habitants du voisinage. Ceci s'applique également aux ducs de Nemours et de Montpensier, qui se promènent fréquemment à cheval. »

— Le *Hampshire-Independent* contient, sur le départ de Louis-Philippe du Havre, les détails suivants, qui ne manquent pas d'intérêt :

« Le jeudi soir, vers huit heures, on donna l'ordre à l'*Express* de chauffer. Un vieillard enveloppé dans un paletot de voyage, la figure presque entièrement convertie d'un cache-nez, avec une paire de lunettes vertes et un bonnet de voyage, descendit à bord avec l'aide du consul d'Angleterre et du capitaine Goodridge; le consul lui disait adieu. « Prenez garde, mon oncle, lui disait-il en anglais, faites attention en descendant. » Le capitaine Goodridge, lorsque le vieillard fut arrivé dans le salon, escorta une vieille dame aux cheveux blancs, les yeux rougis par les larmes, qui lui dit en anglais, mais avec un accent qui trahissait une étrangère : « Je vous suis obligée. » Le bagage des voyageurs se composait d'une petite boîte très-lourde, d'un sac qui paraissait contenir de l'argent et deux ou trois vêtements très-riches.

« Il fut un peu difficile d'abord de sortir du port; des barques françaises avaient l'air de vouloir nous barrer le passage; elles se déplaçaient lentement; enfin le passage nous fut ouvert, on respira plus librement à bord. Le capitaine Paul commença à élever la voix, les passagers semblaient plus tranquilles. Le voyageur descendu le premier avait défilé son bonnet ainsi que le chapeau qui lui enveloppait la figure. Il avait ôté ses lunettes; quoique ses favoris fussent coupés, il n'était pas difficile de reconnaître en lui Louis-Philippe; auprès de lui étaient Marie-Amélie et le général Rungt. Le roi (Louis-Philippe) parlait alors plus librement et disait qu'il s'était toujours trouvé en sûreté sous le pavillon anglais. La mer était mauvaise; l'*Express* dansait soulevé par les vagues, Louis-Philippe devint fort malade.

« Il fallut le soutenir. On dressa pour lui un lit dans le salon. La reine se retira avec une femme de service dans la chambre des dames, à dix heures du soir. Tout le monde resta babillé, même la reine. — Vers minuit, nous faillîmes (c'est un homme de l'équipage qui raconte ces détails) être touchés par un gros brick. L'alarme fut à bord. La reine s'élança de la chambre des dames criant : *Oh! where is my dear gentleman?* « Oh! où est mon cher mari? » Le roi s'empressa de la consoler; elle l'embrassait avec effusion; elle se lamentait sur ce qu'il courait encore des dangers après avoir échappé à tant d'autres. Le roi, très-ému, pleurait et sanglotait. On pria la reine de rentrer dans sa chambre; elle déclara qu'elle ne quitterait plus le roi; elle passa le reste de la nuit auprès de lui. — Tous deux parlèrent anglais pendant le voyage. Le roi semblait surtout désireux que l'on ne connût pas la route qu'il avait suivie de Paris au Havre, et il exprimait le vœu que les amis qui lui avaient facilité le moyen de se sauver ne fussent pas inquiétés à cause de lui. Louis-Philippe appelait le commandant « son bon ami Paul. » Louis-Philippe et Marie-Amélie déjeunèrent à neuf heures. Ils voulurent que 250

francs fussent distribués à l'équipage. La boîte dont j'ai parlé était remplie de pièces de 5 francs toutes neuves. (Morning-Post, 14 mars.)

DERNIERES NOUVELLES.

ÉTRANGER.

ANGLETERRE.

Un incident remarquable a eu lieu dans la chambre des communes, à la fin de la séance du 13. On discutait la proposition de M. Hume relative à la réduction d'un an de la durée de l'Income-tax; M. Cobden a pris la parole pour demander la réduction des forces de terre et de mer, et en même temps il a engagé le gouvernement à accomplir toutes les réformes réclamées par le pays.

« Le gouvernement, a-t-il dit, ne doit pas trop compter ni sur ses constables en ville, ni sur ses chances de majorité dans la chambre; surtout qu'il prenne conseil de ce qui est arrivé ailleurs. (Écoutez.) Le danger pour le pays ne vient pas de l'étranger. Ce danger n'est pas au dehors; je vous en prévient. Vous dépensez des sommes énormes pour des armements, pour des fortifications. A quoi bon? Le danger est au dedans. Ce n'est pas le peuple, ce n'est pas la déloyauté du peuple que vous avez à craindre. Non. (Applaudissements.) Nous n'avons pas en Angleterre les scènes tumultueuses qui se sont passées dans un pays voisin. (Applaudissements.) Ici, pas d'excuse, pas de justification, pas de nécessité pour de semblables tumultes : nous avons tous les droits et privilèges attachés à la liberté de discussion. Leur absence a amené la révolution en France. (Écoutez.) Ce qu'il y a à craindre, c'est que cette chambre des communes sympathise peu avec l'opinion qui domine au dehors, et qu'elle ne base point sa législation sur les strictes règles de la justice et de l'équité vis-à-vis du pays, seules capables de garantir les institutions existantes, en Angleterre comme ailleurs. » (Applaudissements.)

Lord John Russell a répondu à M. Cobden. Nous remarquons dans le discours du premier ministre de la Grande-Bretagne une tendance malheureuse vers les mesures de compression.

« Je ferai remarquer à la Chambre que lorsque le budget a été présenté tout était tranquille. Loin de moi la pensée de vouloir prophétiser des événements politiques à telle ou telle époque. Je voudrais prophétiser en ce jour moins que jamais. On s'attendait bien à des morcellements de la propriété en France; on pensait qu'à la mort du roi il arriverait de grands troubles en France; mais il ne fut venu à l'idée de personne que dans quelques semaines une monarchie, en apparence si ferme, passerait comme un songe, ne laissant debout rien de ce qui tout à l'heure semblait si fort et si puissant. Nul ne peut osé prédire. Nul, non plus, n'oserait dire aujourd'hui ce que le temps pourra produire (écoutez); et quant à moi je ne consentirai pas à désarmer. (Applaudissements.)

« Je ne consentirai pas à la réduction des budgets des armées de terre et de mer dans la situation actuelle de l'Europe (applaudissements); et ici je demande que l'on prenne bien note de mes paroles, afin qu'on ne se méprenne pas sur leur sens, comme on l'a fait déjà. Je fais cette déclaration, tout en désirant voir la paix de l'Europe et du monde préservée, et en ne voyant rien d'immédiatement placé devant nous qui soit de nature à mettre en danger cette paix. (Applaudissements.) Mais je dis qu'il appartient aux hommes sages et prudents, tant que toute chose sera incertaine, de ne pas affecter de la sécurité, et tant que les ténèbres s'étendent autour de nous, de ne pas prétendre que nous marchons à la lumière du grand jour. (Applaudissements.) Voilà pourquoi je ne peux pas consentir à ce que la taxe du revenu ne soit continuée que pour un an!

« Quant à l'Irlande, j'ai la confiance que nous pourrions lutter avec succès contre les tentatives de sédition, quoique jamais peut-être la trahison n'ait tenu un si audacieux langage. Oui, nous réprimerons, si vous le voulez, si vous nous en donnez la force, ces résolutions de se rallier à tout ennemi quel qu'il soit; refusant de s'incliner devant la souveraineté de la Grande-Bretagne. Nous pourrions réprimer ces conspirations, et maintenir, pour le bonheur du peuple irlandais, cette suprématie de l'ordre et de la loi, sans laquelle c'en est fait de toute amélioration dans l'industrie, la civilisation, la morale, la religion. (Applaudissements.) Du moins nous y ferons nos efforts. Nous ne nous aveuglons pas sur les difficultés de notre position. Nous connaissons les périls qui peuvent nous environner de toutes parts; mais, avec la confiance de la chambre, nous lutterons et nous triompherons. (Applaudissements.) »

La proposition de M. Hume a été repoussée à une majorité de 363 voix contre 138.

— La nouvelle du départ de Londres du duc et de la duchesse de Montpensier est donnée par le *Court Newsman*, et répétée par les journaux.

BELGIQUE.

En Belgique, comme partout, notre révolution a causé une vive et profonde émotion. L'*Indépendance*, organe semi-officiel du gouvernement belge, appréc-

PARIS. — IMPRIMERIE CENTRALE DES CHEMINS DE FER, DE NAPOLÉON CHAIX ET C^{ie}, RUE BERGÈRE, 8.